

Paris, le 11 juin 2007

Communiqué de presse

A l'Ordre ou à la solde de qui ?

Le lobbying des associations favorables à l'ordre infirmier continue de plus belle après l'élection présidentielle.

Ainsi, le Groupe Ste Anne, constitué d'une kyrielle d'associations nullement représentatives, vient d'adresser une lettre ouverte à Monsieur Sarkozy, pour réclamer au plus vite une date d'élection pour la mise en place d'un ordre infirmier début 2008.

Cette lettre éclaire sur les orientations politiques des tenants de l'Ordre :

*« En ce début de mandat, nous vous adressons nos vœux les plus sincères de réussite afin qu'il réponde aux attentes et espérances de l'ensemble de nos concitoyens et apporte à notre système de santé les évolutions nécessaires pour s'adapter aux enjeux présents et à venir. Dans ce cadre, les infirmiers ont toujours été, à la place que l'on a bien voulu leur concéder jusqu'à maintenant, **acteurs et moteurs de ces réformes** que ce soit en milieu hospitalier et ambulatoire ».*

*« au nom de ces valeurs et de ces exigences professionnelles **essentiels pour accompagner les réformes à venir** nous souhaitons donc aujourd'hui attirer votre attention sur l'urgence à concrétiser la reconnaissance que les députés et sénateurs, conscients de notre rôle, ont souhaité légitimer par le vote de la loi du 14 décembre 2006... »*

Au moins le message a le mérite de la clarté : **l'ordre doit servir à mettre en place les réformes sanitaires, et continuer la politique de dégradation du secteur sanitaire.**

Les réformes successives ont complètement étranglé budgétairement les établissements, ce qui s'est traduit par des baisses d'effectifs, une précarisation des emplois (toujours plus de CDD...). Chaque professionnel du secteur sanitaire public ou privé en vit quotidiennement les conséquences : dégradation des conditions de travail, des conditions de vie personnelle (changement d'horaire d'un jour sur l'autre, difficultés de prendre les congés) et de la qualité de soins...

Les infirmiers n'ont pas été acteurs de ces réformes mais les ont subi, bien souvent au détriment de leur propre santé.

Ces associations, soit disant de défense de la profession infirmière, n'appellent pas au mouvement de mobilisation des étudiants et infirmiers en cours pour :

- la reconnaissance des études à BAC + 3
- la revalorisation des salaires pourtant urgente pour la profession. Certains ont même publiquement déclaré que cela ne les concernait pas pour justifier leur refus de soutenir la mobilisation en cours.
- L'amélioration des conditions de travail et des études.

Ce sont là pourtant les vrais problèmes de la profession !

**Non, ce n'est pas de l'Ordre dont nous avons besoin,
mais de l'unité dans la mobilisation.**

Sud Santé-Sociaux appelle l'ensemble des professionnels à :

- se mobiliser le 14 juin pour faire aboutir ces revendications
- refuser de payer pour travailler

et condamner la mise en place des ordres professionnel, dont les salariés du secteur sanitaire ne veulent pas.



Fédération nationale Sud Santé-Sociaux

Sud Santé-Sociaux
2 rue Henri Chevreau
75020 Paris
Téléphone :
01 40 33 85 00
Télécopie :
01 43 49 28 67
E-mail :
sud.crc@wanadoo.fr
Internet :
www.sud-sante.org